



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale de l'aménagement,
du logement et de la nature**

Paris, le .

*Direction de l'eau et de la biodiversité
Sous-direction de la protection et de la restauration
des écosystèmes terrestres
Bureau de la politique de la biodiversité*

**Note aux
chefs de service nature et paysage
des D(r)éals et Driat**

Affaire suivie par : JJ.RICHARD
Tél. 01.40.81.34.79
Courriel : jean-jacques.richard@developpement-durable.gouv.fr

Objet : Communication de la note de la Direction Affaires Juridiques (DAJ) suite à la saisine concernant diverses dispositions portant sur la diffusion des données de biodiversité versées dans le SINP.

Annexe : note DAJ

1.Éléments de contexte

Lors du précédent Comité Stratégique du Système d'Information sur la Biodiversité (SIB), des questions relatives aux problématiques de diffusion de données ont été évoquées, notamment :

- Quelles sont les modalités possibles de réutilisation des données SINP acquises auprès de partenaires au travers d'une subvention ?
- Quelles sont les conditions de restrictions à la diffusion libre des données de biodiversité versées dans le SINP, en dehors de la restriction apportée par l'inscription sur les listes de sensibilité ?
- Quelles interprétations du Règlement général sur la protection des données (RGPD) devons-nous adopter pour satisfaire la demande de certains observateurs de voir figurer leur nom sur Internet, tout en respectant la gestion des données personnelles ?

La Direction des affaires juridiques du ministère a donc été saisie de ces problématiques. Puis, le 24 novembre 2021, lors de la réunion des chefs de service nature des directions régionales, une communication a été faite sur les réponses que la DAJ avait apportées à cette saisine.

2.L'avis de la DAJ et les commentaires afférents

La note de la DAJ est jointe au présent courrier (en annexe). Toutefois, des compléments ont été apportés lors d'échanges entre la DAJ et les services de la DEB afin de préciser certains points résumés ci-après :

- Quelles sont les modalités possibles de réutilisation des données SINP acquises auprès de partenaires au travers d'une subvention ?

Les textes, notamment la Loi Lemaire¹, prévoient que les données versées à l'administration doivent l'être dans un format réutilisable en open data. Cette règle s'applique en particulier aux données de biodiversité versées au SINP au sens de l'article L. 411-1-A ; par sécurité et souci de bonne gestion on ajoutera aux conventions et marchés passés avec les fournisseurs de données un paragraphe² le précisant et une annexe explicitant les référentiels SINP.

A noter que le mode de financement (subvention, commande publique...) ne constitue pas, **en soi**, un paramètre déterminant vis-à-vis des modalités de diffusion des données. Ce sont bien les textes législatifs et réglementaires portant sur la diffusion des données détenues par l'administration, en particulier la loi Lemaire, qui les gouvernent.

- Quelles sont les conditions de restrictions à la diffusion libre des données de biodiversité versées dans le SINP, en dehors de la restriction apportée par l'inscription sur les listes de sensibilité ?

Le fait de pouvoir déduire des données d'observation la localisation de l'observateur est un motif parfois avancé pour s'opposer à une diffusion des données naturalistes fournies à l'administration. Or, ces aspects de protection des données personnelles sont pris en compte dans la réponse apportée au respect du RGPD. Ainsi les systèmes diffusant des données personnelles doivent comporter des modalités de recueil de l'avis éclairé spécifiant sans ambiguïté l'accord ou le désaccord de la personne citée, de voir ou pas son nom publié. Dans ces conditions, le motif cité plus haut ne peut être opposé

- Quelles interprétations du Règlement général sur la protection des données (RGPD) devons-nous adopter pour satisfaire la demande de certains observateurs de voir figurer leur nom sur Internet, tout en respectant la gestion des données personnelles ?

Il existe plusieurs textes qui prescrivent la suppression ou bien la gestion ou bien la diffusion. Toutefois, la réglementation³ fait un distinguo entre les données personnelles (nom, prénom...) et les données couvertes par le secret de la vie privée (état civil, date de naissance...). La CNIL et la CADA ont convenu⁴ que le nom et le prénom sont publiables à condition que la personne ait donné son accord pour la diffusion.

¹ Loi 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000033202746/>

² « Le bénéficiaire veille à ce que les données recueillies dans le cadre de cette action soient considérées comme des données libres de droit, identifiées, réutilisables librement et accessibles dans le cadre du Système d'Information de l'inventaire du patrimoine naturel (SINP). Afin d'assurer une réutilisation des données dans l'intérêt général, celle-ci doivent être conformes au référentiel SINP rappelé en annexe ».

³ L.312-1é CRPA, Art. 4 et 7 RGPD conseil CADA 20180650

⁴ Cf Guide pratique CNIL CADA page 15 - <https://www.cnil.fr/fr/open-data-la-cnil-et-la-cada-publient-un-guide-pratique-de-la-publication-en-ligne-et-de-la>

En cas d'absence du consentement de l'observateur (cas des données versées avant mise en application du RGPD), le nom et le prénom ne sont pas diffusés. En revanche, ils sont conservés en base car ils doivent être fournis à une personne qui en ferait la demande.

Par ailleurs la DAJ a apporté un commentaire sur la saisine exercée par l'association Ouvre-boite concernant des points de réglementation en rapport avec les questionnements que la DEB avait posé dans sa saisine.